



Direction générale
des affaires institutionnelles
et des communes (DGAIC)

Direction des affaires juridiques

Place du Château 1
1014 Lausanne

13 JUIN 2023

Aux autorités et organismes consultés
selon la liste au verso

N/réf. : AF 237/2023 re

Lausanne, le 6 juin 2023

Procédure de consultation – Initiative parlementaire 19.433 « *Etendre au harcèlement obsessionnel (« stalking ») le champ d'application des dispositions du Code pénal relatives aux délits* »

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative parlementaire mentionnée en objet, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a adopté, le 27 avril 2023, un avant-projet de loi fédérale visant à améliorer la protection pénale contre le harcèlement obsessionnel. La procédure de consultation sur cet objet a été ouverte le 28 avril 2023.

Cet avant-projet vise à répondre aux préoccupations exprimées par l'initiative parlementaire et propose de compléter le Code pénal (CP ; RS 311.0) ainsi que le Code pénal militaire (CPM ; RS 321.0) par une nouvelle norme pénale qui sanctionne le harcèlement obsessionnel d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Selon la convention d'Istanbul (Convention du Conseil de l'Europe du 11 mai 2011 sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; RS 0.311.35) ratifiée par la Suisse, le harcèlement obsessionnel consiste dans le fait d'adopter intentionnellement, à plusieurs reprises, un comportement menaçant dirigé envers une autre personne, conduisant celle-ci à craindre pour sa sécurité.

La Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) est chargée de coordonner et synthétiser cette consultation dans notre canton. Dans ce contexte, l'Etat de Vaud a décidé de solliciter les déterminations des autorités et organismes intéressés de façon à ce que sa réponse soit la plus complète possible.



Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC)
Direction des affaires juridiques

Nous nous permettons dès lors de vous consulter sur ce projet. Vous pourrez prendre connaissance de la documentation y relative sur le site Internet de l'administration fédérale : <https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ongoing>.

Afin qu'il puisse être tenu compte de votre prise de position dans le projet de réponse du Conseil d'Etat, nous vous prions de bien vouloir nous faire parvenir vos déterminations d'ici au :

10 juillet 2023

En vous remerciant d'avance pour votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Raphaël Eggs
Conseiller juridique

Liste des autorités et organismes consultés

1. Chancellerie d'Etat
2. Département des institutions, du territoire et du sport
3. Département de l'enseignement et de la formation professionnelle
4. Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité
5. Département de la santé et de l'action sociale
6. Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine
7. Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines
8. Département des finances et de l'agriculture
9. Ordre judiciaire vaudois
10. Ministère public central
11. Ordre des avocats vaudois
12. Faculté de droit de l'Université de Lausanne
13. Les Libéraux-Radicaux Vaud
14. Parti socialiste vaudois
15. Union Démocratique du Centre - Vaud
16. Les Vert-e-s vaudois-es
17. Parti Vert'libéral vaudois
18. POP vaudois et Gauche en mouvement
19. Le Centre
20. Association vaudoise des préposés aux poursuites et faillites
21. Association Suisse des locataires, section vaudoise, Secrétariat général (ASLOCA)
22. Association des agents d'affaires brevetés
23. Association de Communes Vaudoises (AdCV)
24. Association des Juristes progressistes vaudois-es
25. Association vaudoise des banques (AVB)
26. Association des notaires vaudois
27. Association vaudoise de promotion des métiers de la terre (Prométerre)
28. Avocates à la Barre (ALBA)
29. Caritas-Vaud
30. Centre LAVI
31. Centre social protestant – Vaud



Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC)
Direction des affaires juridiques

32. Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCi)
33. Chambre vaudoise immobilière (CVI)
34. Corps préfectoral
35. Croix-Rouge Suisse
36. Entraide protestante suisse (EPER) – Siège romand
37. Etablissement vaudois d'Accueil des Migrants – Siège administratif (EVAM)
38. Fédération patronale vaudoise – Centre patronal
39. Fédération vaudoise des entrepreneurs
40. Fédération romande des consommateurs/section Vaud
41. Fondation PROFA
42. La Nation – La Ligue vaudoise Mouvement de la renaissance vaudoise
43. Terre des Hommes – Vaud
44. Union des communes vaudoises (UCV)
45. Union suisse des professionnels de l'immobilier Vaud
46. Union syndicale vaudoise
47. Association vaudoise des institutions médico-psycho-sociales (HEVIVA)
48. Fédération patronale des EMS vaudois (FEDEREMS)
49. Association de défense et de détente des retraités (AVIVO Vaud)
50. Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV)